

Gelet op het openbaar onderzoek en de raadpleging met betrekking tot het Waals ontwerp van plan inzake afval en grondstoffen, uitgevoerd tussen 8 mei en 21 juni 2017;

Gelet op de raadpleging van de instanties bedoeld in de beslissing van de Regering van 23 maart 2017;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het Waals plan inzake afval en grondstoffen wordt goedgekeurd.

Art. 2. Het Waalse afvalplan "Horizon 2010", zoals goedgekeurd bij het besluit van de Regering van 15 januari 1998, wordt opgeheven.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 maart 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/201540]

22 MARS 2018. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, et l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit Règlement;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles, D. 4, D.241, D.242, D.243, D.249, D.250 et D. 251;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, les articles 40, § 2, 48, alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2018, 52 et 53, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, l'article 5, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 décembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mars 2018;

Vu le rapport du 14 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 14 décembre 2017;

Vu l'avis 62.936/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 février 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs*

Article 1^{er}. Dans l'article 21, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o les chemins à savoir les surfaces des voies d'accès de plus de deux mètres de large, disposant d'une assise ou, si elles sont en terre, traversant une parcelle agricole de part en part; ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 23/1 rédigé comme suit :

« Art. 23/1. En application de l'article 48, alinéa 2, de l'arrêté du 12 février 2015, les terres en jachère sont maintenues du 15 février au 15 août. ».

Art. 3. A l'article 25, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « alinéa 2 », et les mots « entre le 1^{er} juillet » sont remplacés par les mots « entre le 1^{er} juin »;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « ou de cultures de légumineuses » sont insérés entre les mots « sous-semis d'herbe » et les mots « dans la culture principale »;

3^o dans le paragraphe 2, le 1^o est complété par les mots « jusqu'au 15 février de l'année qui suit »;

4^o dans le paragraphe 2, au 3^o, les mots « d'engrais minéraux et » sont abrogés;

5^o dans le paragraphe 2, le 3^o est complété par les mots ", et cette interdiction prend fin au plus tard le 15 février de l'année suivante »;

6^o dans le paragraphe 2, sont insérés les 3/1^o et 3/2^o rédigés comme suit :

« 3/1^o l'utilisation d'engrais minéraux est interdite entre la date d'implantation de la culture dérobée et le 15 février de l'année suivante, ou, dans le cas d'un sous-semis d'herbe ou de cultures de légumineuses dans la culture principale, entre le moment de la récolte de la culture principale et le 15 février de l'année suivante; »;

3/2^o conformément à l'article 45, § 10^{quater}, du Règlement n^o 639/2014, dans le cas d'un sous-semis d'herbe ou de cultures de légumineuses dans la culture principale l'utilisation de produits phytopharmaceutique est interdite à compter du moment de la récolte de la culture principale pendant au moins huit semaines ou jusqu'à l'ensemencement de la culture principale suivante; ».

Art. 4. Dans l'article 27, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 2^o, 3^o, 4^o, 5^o et 6^o sont abrogés;

b) le 7^o est remplacé par ce qui suit :

« 7^o sur les cultures de luzerne, trèfle, luzerne lupuline, lotier corniculé, sainfoin ou mélange d'une des cultures précitées avec une autre espèce, une zone de refuge non récoltée d'au moins dix pour cent de la superficie totale est laissée sur ces parcelles jusqu'au 1^{er} octobre. ».

Art. 5. Dans l'annexe du même arrêté, remplacée par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, dans la catégorie B « légumineuses », les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 5^o, le mot « alexandrinum » est remplacé par le mot « sp. »;

2^o les 6^o, 7^o, 8^o et 9^o sont abrogés.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques*

Art. 6. Dans l'article 8 de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les mots « quatre mètres » sont remplacés par les mots « cinq mètres »;

b) à l'alinéa 2, les mots « arbres d'un alignement est de 10 mètres » sont remplacés par les mots « couronnes des arbres d'un alignement est de cinq mètres ».

Art. 7. A l'article 10, 1^o, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le b), les mots « quatre mètres » sont remplacés par les mots « cinq mètres »;

2^o dans le c), les mots « quatre mètres » sont remplacés par les mots « cinq mètres »;

3^o dans le d), les mots « quatre mètres » sont remplacés par les mots « cinq mètres ».

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

Namur, le 22 mars 2018.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/201540]

22. MÄRZ 2018 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und des Ministerialerlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen

Der Minister für Landwirtschaft

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1290/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Änderung des Anhangs X der genannten Verordnung;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungsanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D. 4, D.241, D.242, D.243, D.249, D.250 und D. 251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, Artikel 40 § 2, 48 Absatz 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. März 2018, 52 und 53 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, Artikel 5 § 1;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

Aufgrund der am 7. Dezember 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 22. März 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 14. Dezember 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 14. Dezember 2017;

Aufgrund des am 28. Februar 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 62.936/4;

Beschließt:

KAPITEL I — *Änderungen des Ministerialerlasses vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte*

Artikel 1 - In Artikel 21 § 1 Ministerialerlasses vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte wird Ziffer 2 durch folgende Wortfolge ersetzt:

„2° die Wege, d.h. die Zufahrtsflächen mit einer Breite von mehr als zwei Metern, die einen Unterbau aufweisen, oder die, wenn sie unbefestigt sind, die landwirtschaftliche Fläche durchqueren;“.

Art. 2 - In denselben Erlass wird ein Artikel 23/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 23/1 - In Anwendung von Artikel 48 Absatz 2 des Erlasses vom 12. Februar 2015 werden die brachliegenden Ländereien vom 15. Februar bis zum 15. August aufrecht erhalten.“.

Art. 3 - Artikel 25 desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 3 wird die Wortfolge "Absatz 1" durch die Wortfolge "Absatz 2" ersetzt und wird die Wortfolge "dem 1. Juli" durch die Wortfolge "dem 1. Juni" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 4 wird zwischen das Wort "Grasuntersaat" und die Wortfolge "in der Hauptkultur" die Wortfolge "oder Leguminosenkultur" eingefügt;

3° in Paragraph 2 wird Ziffer 1 durch die Wortfolge "und zwar bis am 15. Februar des darauffolgenden Jahres" ergänzt;

4° in Paragraph 2 Ziffer 3 wird die Wortfolge "mineralischen Düngern und" gestrichen;

5° in Paragraph 2 wird Ziffer 3 durch den Satz "Dieses Verbot endet spätestens am 15. Februar des darauffolgenden Jahres." ergänzt;

6° In Paragraph 2 werden die Ziffern 3/1° und 3/2° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"3/1° die Verwendung von mineralischen Düngern ist untersagt zwischen dem Datum der Aussaat der Zwischenfrucht und dem 15. Februar des folgenden Jahres oder falls es sich um eine Grasuntersaat oder eine Leguminosenkultur in der Hauptkultur handelt, zwischen dem Zeitpunkt der Ernte der Hauptkultur und dem 15. Februar des folgenden Jahres;"

3/2° gemäß Artikel 45 § 10^{quater} der Verordnung Nr. 639/2014 und falls es sich um eine Grasuntersaat oder eine Leguminosenkultur in der Hauptkultur handelt, ist die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ab dem Zeitpunkt der Ernte der Hauptkultur während wenigstens acht Wochen oder bis zur Aussaat der folgenden Hauptkultur untersagt;"

Art. 4 - Artikel 27 § 2 des desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) die Ziffern 2, 3, 4, 5 und 6 werden aufgehoben;

b) Ziffer 7 wird durch das Folgende ersetzt:

7° bei Kulturen von Luzerne, Klee, Hopfenklee, Hornschotenklee und Esparsette oder bei einer Mischung dieser vorerwähnten Kulturen mit einer anderen Pflanzenart wird eine nicht abgeerntete Fluchtzone von mindestens zehn Prozent der Gesamtfläche bis zum 1. Oktober auf diesen Parzellen aufrecht erhalten."

Art. 5 - Im Anhang desselben Erlasses, ersetzt durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017 wird die Kategorie B "Hülsenfrüchte" wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 5 wird das Wort "alexandrinum" durch das Wort "sp." ersetzt;

2° die Ziffern 6, 7, 8 und 9 werden aufgehoben.

KAPITEL II — *Änderungen des Ministerialerlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen*

Art. 6 - In Artikel 8 des Ministerialerlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 1 wird die Wortfolge "vier Metern" durch die Wortfolge "fünf Metern" ersetzt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "Bäumen einer Reihe beträgt zehn Meter" durch die Wortfolge "Baumkronen einer Reihe beträgt fünf Meter" ersetzt.

Art. 7 - Artikel 10 Ziffer 1 des desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° unter Buchstabe b) wird die Wortfolge "4 Metern" durch die Wortfolge "5 Metern" ersetzt;

2° unter Buchstabe c) wird die Wortfolge "4 Metern" durch die Wortfolge "5 Metern" ersetzt;

3° unter Buchstabe d) wird die Wortfolge "4 Metern" durch die Wortfolge "5 Metern" ersetzt.

KAPITEL III — *Schlussbestimmung*

Art. 8 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2018 wirksam.

Namur, den 22. März 2018

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/201540]

22 MAART 2018. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, en het ministerieel besluit van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot wijziging van bijlage X bij die verordening;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op Verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op de uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D. 4, D.241, D.242, D.243, D.249, D.250 en D. 251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, de artikelen 40, § 2, 48, tweede lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2018, 52 en 53, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, artikel 5, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 december 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 maart 2018;

Gelet op het rapport van 14 december 2018, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid van 14 december 2017;

Gelet op advies 62.936/4 van de Raad van State, gegeven op 28 februari 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers*

Artikel 1. In artikel 21, § 1, van het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, wordt het tweede punt vervangen door wat volgt :

“2° de wegen, namelijk de oppervlaktes van de meer dan twee meter brede toegangswegen, met een grondslag of, in geval van onverharde oppervlaktes, degenen die de landbouwoppervlakte doorkruisen;”.

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 23/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 23/1. Overeenkomstig artikel 48, tweede lid, van het besluit van 12 februari 2015, wordt het braakliggend land in stand gehouden van 15 februari tot 15 augustus.”.

Art. 3. In artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden “lid 1” vervangen door de woorden “lid 2”, en de woorden “tussen 1 juli” worden vervangen door de woorden “tussen 1 juni”;

2° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden “of van peulgewassen” ingevoegd tussen de woorden “zaaien van gras” en de woorden “onder het hoofdgewas”;

3° in paragraaf 2, wordt punt 1° aangevuld met de woorden “tot 15 februari van het jaar dat volgt”;

4° in punt 3° van paragraaf 2, worden de woorden “van minerale meststoffen en” opgeheven;

5° in paragraaf 2, wordt punt 3° aangevuld met de woorden “, en dat verbod eindigt uiterlijk op 15 februari van het daaropvolgende jaar”;

6° in paragraaf 2, worden de punten 3/1° en 3/2° ingevoegd, luidend als volgt:

“3/1° het gebruik van minerale meststoffen is verboden tussen de datum van inzaaiing van het vanggewas en 15 februari van het daaropvolgende jaar, of, in geval van het onderzaaien van gras of van peulgewassen in het hoofdgewas, tussen de oogst en 15 februari van het daaropvolgende jaar;”;

“3/2° overeenkomstig artikel 45, § 10^{quater}, van Verordening nr. 639/2014, in geval van het onderzaaien van gras of van peulgewassen in het hoofdgewas, is het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen verboden te rekenen van de oogst van het hoofdgewas gedurende minstens acht weken of tot het inzaaien van het volgende hoofdgewas;”.

Art. 4. In artikel 27, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) de punten 2°, 3°, 4°, 5° en 6° worden opgeheven;
- b) punt 7° wordt vervangen als volgt:

“7° bij de teelt van luzerne, blauwe klaver, hopperupsklaver, rolklaver, steenklaver of mengsel van één van voornoemde gewassen met een ander gewas, wordt er voorzien in een niet geogost schuilgebied met minstens tien percent totaaloppervlakte op die percelen tot 1 oktober.”

Art. 5. In de bijlage van hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, in de categorie B “Peulgewassen”, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in punt 5°, wordt het woord “alexandrinum” vervangen door het woord “sp.”;
- 2° de punten 6°, 7°, 8° en 9° worden opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het ministerieel besluit van 3 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieue- en klimaatsteun*

Art. 6. In artikel 8 van het ministerieel besluit van 3 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieue- en klimaatsteun, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in punt 1°, worden de woorden “vier meter” vervangen door de woorden “vijf meter”;
- b) in het tweede lid, worden de woorden “afstand tussen de bomen van een rij bedraagt 10 meter” vervangen door de woorden “afstand tussen de kruinen van bomen van een rij bedraagt 5 meter”.

Art. 7. In artikel 10, 1°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in punt b), worden de woorden “4 meter” vervangen door de woorden “5 meter”;
- 2° in punt c), worden de woorden “4 meter” vervangen door de woorden “5 meter”;
- 3° in punt d), worden de woorden “4 meter” vervangen door de woorden “5 meter”.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2018.
Namen, 22 maart 2018.

R. COLLIN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2018/201463]

Grondwettelijk Hof. — Cumulatie van ambten

Bij koninklijk besluit van 18 maart 2018, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2018, wordt aan Mevrouw Michèle BELMESSIERI, referendaris bij het Grondwettelijk Hof, toestemming verleend om haar ambt te cumuleren met het mandaat van assistent grondwettelijk recht (10 %) bij de Universiteit Saint-Louis Brussel.

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2018/201463]

Cour constitutionnelle. — Cumul de fonctions

Par arrêté royal du 18 mars 2018, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2018, Madame Michèle BELMESSIERI, référendaire à la Cour Constitutionnelle, est autorisée à cumuler ses fonctions avec un mandat d’assistante en droit constitutionnel (10 %) à l’Université Saint-Louis-Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2018/201576]

Personeel. — Mobilité

Bij koninklijk besluit van 1 maart 2018, dat uitwerking heeft met ingang van 1 februari 2018, wordt Mevr. Suys, Elly, attaché in de klasse A1 bij de Regie der Gebouwen, in het kader van de federale mobiliteit, overgeplaatst naar een betrekking van attaché in de klasse A1 bij de Federale Interneauditdienst (Nederlands taalkader).

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2018/201576]

Personnel. — Mobilité

Par arrêté royal du 1^{er} mars 2018, qui produit ses effets au 1^{er} février 2018, Mme Suys, Elly, attaché dans la classe A1 à la Régie des Bâtiments est transférée, dans le cadre de la mobilité fédérale, dans un emploi d’attaché dans la classe A1 au Service fédéral d’audit interne (cadre linguistique néerlandais).

Bij koninklijk besluit van 1 maart 2018, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 2018, wordt de heer Mommens, Guy, adviseur-generaal in de klasse A4 bij het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, in het kader van de federale mobiliteit, overgeplaatst naar een betrekking van adviseur-generaal in de klasse A4 bij de Federale Interneauditdienst (Nederlands taalkader).

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 Brussel.

Par arrêté royal du 1^{er} mars 2018, qui produit ses effets au 1^{er} avril 2018, M. Mommens, Guy, conseiller général dans la classe A4 à l’Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire est transféré, dans le cadre de la mobilité fédérale, dans un emploi de conseiller général dans la classe A4 au Service fédéral d’audit interne (cadre linguistique néerlandais).

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d’Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d’Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.